

Section thématique

Mon propre patron? Stratégies de résistance et d'accommodement des producteurs ruraux face à la gouvernance néolibérale

Introduction

Birgit Müller *Laboratoire de l'anthropologie des institutions et organisations sociales (EHESS), France*

Au tournant du XXI^e siècle, le contrôle de la production et de la distribution des denrées alimentaires passe des mains de l'État et des acteurs nationaux à celles du système international et des entreprises multinationales. Les gouvernements, au nord comme au sud, se désengagent de la réglementation de l'agriculture qu'ils exerçaient en fonction de l'intérêt des fermiers. Une poignée de multinationales contrôlent le marché des intrants de l'agriculture et la commercialisation des aliments en vrac et transformés (Müller 2008:77-81). Les droits de propriété intellectuelle sur les semences promettent des profits fabuleux à ceux qui peuvent les percevoir auprès de millions de fermiers qui achètent des variétés transgéniques ou à haut rendement. Les lois internationales¹ et les contrats privés renforcent progressivement les réglementations sur les semences et referment les échappatoires qui permettaient aux cultivateurs de replanter leurs propres récoltes.

Le territoire agricole est devenu l'objet d'une spéculation intensive, alors que les sociétés commerciales des pays industriels achètent l'accès à des millions d'hectares de terres fertiles dans les pays en développement pour gagner le contrôle des aliments et des biocarburants (Borger 2008). En même temps, les pays en développement sont appelés à redéfinir leur concept d'autosuffisance alimentaire. Au lieu d'avoir pour priorité que les nations fassent pousser leurs propres aliments, les agences de développement international leur conseillent d'ouvrir leurs frontières au libre-échange des produits agricoles et leur disent que « certains des pays qui ont obtenu les meilleurs résultats dans la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté ont considéré le commerce des produits agricoles, que ce soit à l'exportation, à l'importation ou les deux, comme un élément essentiel de leur stratégie de développement » (FAO 2005:vii). On incite les pays à cesser de subventionner et de protéger leur production agricole (FAO 2005:80), à s'appuyer sur leur « avantage comparatif » pour produire des récoltes destinées à l'exportation

et à adopter les dernières technologies pour améliorer la productivité. La doctrine néolibérale qui identifie les agriculteurs comme des entrepreneurs indépendants encourage l'État à retirer son soutien et à déléguer à la gouvernance internationale ses responsabilités à l'égard des plus pauvres des producteurs agricoles.

Traditionnellement, les producteurs agricoles dépendaient de la terre, dont ils devaient prendre soin pour qu'elle demeure fertile et livre des récoltes année après année; cette dépendance a été supplantée par une autre dépendance aux intrants chimiques et à la machinerie agricole. Avec la Révolution verte, dont les institutions internationales et les fondations caritatives occidentales font la promotion jusque dans les coins les plus reculés de la planète, même l'agriculture à petite échelle en est venue à dépendre des engrais, des pesticides, des semences commerciales à haut rendement, et du crédit nécessaire pour les acheter quand le comptant vient à manquer. Les conséquences écologiques de l'adoption des variétés à haut rendement dépendantes des intrants technologiques comprennent l'appauvrissement des sols, la réduction de la biodiversité, la disparition des variétés à faible rendement adaptées au contexte local, la rareté de l'eau douce et une dépendance totale aux combustibles fossiles nécessaires pour la machinerie et la fabrication des produits chimiques.

Cette évolution n'a pas simplement été imposée du haut vers le bas mais a plutôt été acceptée et encouragée par les producteurs eux-mêmes, alors que seulement une minorité tente d'y résister. Les producteurs ruraux ont-ils perdu ce que James Scott décrivait historiquement comme « l'économie morale » du paysan fondée sur une « éthique de la subsistance » (Scott 1976:31) qui accorde une priorité absolue au fait de détenir le contrôle sur les moyens de subsistance, et à la fois d'organiser la production et les relations sociales et écologiques de manière à maximiser la sécurité?

Il y a plus de 20 ans, Pat Mooney (1988) a écrit une analyse intitulée « My own boss? » – Mon propre patron? – qui interrogeait les raisons qui incitent les fermiers américains à adopter un modèle industriel de production agricole qui les pousse à s'endetter toujours davantage. Il écrivait à l'époque que les producteurs agricoles présentaient un dédoublement de personnalité : celle d'un producteur autonome prenant ses propres décisions quant aux méthodes de travail et aux investissements et celle d'un producteur dépendant, au service des banques, des propriétaires fonciers et des transformateurs qui exercent à distance leur domination sur le processus de production. Dans la présente section thématique, nous voulons aborder cette question des possibilités et des limites

de la capacité d'action des producteurs agricoles, et l'étendre aux agriculteurs de différentes parties du monde qui ont été soumis à un processus accéléré de décollectivisation, d'industrialisation et de libéralisation des marchés agricoles. La question commune qui traverse les articles qui suivent est celle de savoir dans quelle mesure les fermiers sont capables d'adopter un comportement stratégique face aux multinationales de l'agrochimie, aux semenciers, aux ONG, aux consultants et à l'État. Ou alors, dans quelle mesure sont-ils obligés d'agir en mode tactique dans un environnement politique, économique et naturel sur lequel ils n'ont pas de contrôle, en essayant de profiter des occasions qui leur sont offertes. Si nous définissons la stratégie, tel que le fait de Certeau (1990:xlvi), comme la possibilité, pour un sujet doté de volonté, d'évaluer les rapports de pouvoir, comment les petits producteurs mais aussi les fermiers « high-tech » préservent-ils leur ferme comme leur lieu propre et la protègent-ils des mécanismes de contrôle extérieurs? Quelle relation peut-on établir entre les stratégies locales de résistance et d'accommodement des producteurs agricoles et les processus et pratiques discursives supralocales par lesquels leur monde social local se trouve circonscrit, marginalisé et privé de pouvoir (Hornborg 2001:243)?

Tous les collaborateurs de la présente section se sont posé cette question, bien que nous l'ayons formulée de manières différentes à l'aide de concepts analytiques différents : Susan Walsh utilise le concept de « résilience » pour décrire les stratégies de survie des cultivateurs de pommes de terre boliviens; Mary Richardson parle d'agriculture biologique comme d'une entreprise de réappropriation au Québec; et Liesl Gambold s'intéresse aux « stratégies de gestion du risque » des producteurs agricoles russes de l'ère postsocialiste. Il semble que la préservation ou la construction de structures collectives soient les clés permettant de conserver la possibilité d'agir stratégiquement pour des fermiers qui autrement deviendraient des « entrepreneurs » individualisés, exerçant entre eux une concurrence pour la terre, l'eau, l'accès aux marchés, et dépendants d'entités extérieures comme les grandes sociétés, les ONG et les organismes de développement. Le rôle de l'État est ambivalent, quand il agit comme médiateur et régulateur, dans une certaine mesure, des relations inégalitaires entre les producteurs ruraux et les consommateurs urbains en garantissant et en créant le cadre pour l'accès ou l'exclusion des marchés. Dans nos conclusions, nous sommes tous amenés à considérer cette relation complexe avec l'État socialiste, néolibéral ou réformiste, qui se trouve de plus en plus influencée et modifiée par les agences et les ONG internationales.

Au moment où nous semblons définitivement établis dans une « société post-paysanne » (Scott 1976:165), alors que pour la première fois dans l'histoire plus de gens vivent dans les villes qu'à la campagne, les attentes et les demandes imposées aux producteurs ruraux demeurent élevées. On attend d'eux qu'ils nourrissent le monde, leur pays et leur famille, qu'ils protègent l'environnement, qu'ils agissent comme moteurs de la croissance et qu'ils s'arrachent eux-mêmes à la pauvreté. Ils sont donc les objets de multiples influences et interventions gouvernementales et non gouvernementales à justification idéologique, politique et économique : les Golden Boys de Harvard interviennent en Russie sur la privatisation des terres; Monsanto et la Banque mondiale font pression sur le gouvernement nicaraguayen pour distribuer des semences à haut rendement aux producteurs ruraux; les entreprises semencières transnationales font du lobbying auprès du gouvernement américain pour obtenir des droits de propriété intellectuelle sur les semences; et les ONG écologistes font la promotion de l'agriculture biologique au Canada et dans le monde.

Dans notre analyse nous démontrons le caractère dynamique de ces relations et l'impact des changements institutionnels et systémiques chez les fermiers. Nous montrons tous la façon dont les institutions néolibérales mais aussi socialistes font la promotion de pratiques agricoles, de comportements de commercialisation, de modes d'accès au crédit et d'approbation du crédit qui restreignent souvent la capacité d'action stratégique des fermiers. Cela est aussi lié, comme le soulignent Susan Walsh et Mary Richardson, aux types de savoirs qui sont valorisés et dont on fait la promotion par rapport à ceux qui sont négligés et dévalorisés. Étudier la réaction des producteurs agricoles à la gouvernance néolibérale amène à démontrer à quel point les rapports écologiques et sociaux sont inextricablement liés.

Les interventions visant le développement en matière de pratiques agricoles sont souvent inspirées par une théorie de déficit en matière de changement social, comme le démontre Susan Walsh dans son analyse du travail des ONG nationales et internationales auprès des cultivateurs de pommes de terre en Bolivie. Au lieu de reconnaître que ces fermiers avaient élaboré des pratiques agricoles et sociales de haute technicité et une très riche variété de pommes de terres qui leur permettaient de survivre dans les conditions climatiques rudes des Andes, les organismes d'aide au développement ont cherché à les aider en leur faisant adopter des variétés à haut rendement mais dépendantes d'intrants chimiques qui les ont rapidement entraînés dans une spirale d'endettement et de servitudes. Walsh souligne l'orientation caritative de l'idéologie des

membres de ces ONG, qui les rend aveugles au fait que les relations sociales et environnementales complexes qu'avaient élaborées ces cultivateurs de pommes de terre faisaient partie de leurs conditions de survie et n'étaient pas des vestiges désuets du passé.

Quoi qu'il en soit du caractère contraignant ou contradictoire des interventions de développement sur les pratiques agricoles et les stratégies de mise en marché, la capacité qu'ont les agriculteurs de les évaluer et de les apprécier selon leurs propres critères leur permet de démystifier leurs intentions, comme je le mets en lumière dans mon article sur les pratiques et discours dans un village nicaraguayen. Je montre que les fermiers ont interprété les interventions de gouvernements successifs dans leurs propres termes moraux de *favores* (faveurs), *ayuda* (aide) et *robo* (vol, fraude). Ils ont évalué dans quelle mesure les exigences qui leur étaient imposées par différents gouvernements étaient prévisibles et fondées sur le principe de réciprocité, et si elles correspondaient ou non à leurs propres principes éthiques. Tout en valorisant hautement l'idéal de l'autonomie, ils se sentaient obligés de saisir les occasions favorables qui leur étaient offertes dans le cadre des interventions de développement, même si une forte proportion d'entre elles étaient en contradiction avec leurs principes et convictions.

L'obligation de devenir des fermiers entrepreneurs indépendants imposée par les conseillers occidentaux par l'intermédiaire des gouvernements postsocialistes rencontre de la résistance de la part des producteurs agricoles qui s'étaient habitués à travailler en mode collectif, comme le démontre Liesl Gambold dans son analyse de la décollectivisation en Russie. L'existence de liens sociaux efficaces au sein de la communauté est considérée plus importante pour les stratégies de survie que le contrôle individuel sur la terre et les ressources. En période d'insécurité et de changement social rapide, les anciens membres des *kolkhozes* (fermes collectives) ont préféré travailler ensemble et se soumettre aux contraintes de la communauté rurale plutôt que de changer d'identité, de devenir des fermiers indépendants et d'avoir à lutter seuls.

L'indépendance des producteurs ruraux se révèle comme tout à fait relative même pour les cultivateurs « high-tech » des pays occidentaux que les institutions internationales présentent comme le modèle à suivre (Dixon et al. 2001). Dans son article sur les grands fermiers du Mississippi – qui pour la plupart cultivent des variétés transgéniques de coton, de maïs et de soja – Gabriela Pechlaner montre comment ils sont « pris en sandwich » entre les multinationales qui contrôlent leurs intrants et leurs extrants. Le recours aux biotechnologies pour gagner plus de contrôle sur divers aspects de la pro-

duction et pour accroître les surfaces en culture s'est avéré une arme à double tranchant, alors que les multinationales exigent des redevances élevées pour leurs semences et imposent des décisions de production qui étaient autrefois du ressort des fermiers. Ainsi, Pechlaner démontre la façon dont les contrats de production et les lois nationales et internationales relatives à la propriété intellectuelle sur les organismes vivants ont dépossédé les fermiers du contrôle sur leur production et des revenus de leur travail. Le fait de ressemer les graines de récoltes obtenues à partir de semences transgéniques est devenu un geste illégal et un acte de résistance qui a amené les quelques fermiers s'y étant risqué en confrontation directe avec la puissance impitoyable des grandes sociétés multinationales.

Pour échapper au pouvoir des sociétés commerciales, pour faire pousser leurs récoltes en harmonie avec les éléments naturels et pour viser davantage d'autonomie dans leurs décisions, des fermiers se sont tournés vers les méthodes biologiques, ce qui les affranchit, dans une large mesure, de leur dépendance à l'égard des intrants industriels. Comme le démontre Mary Richardson dans son article sur les fermiers « bios » au Québec, la reconnaissance officielle qu'a obtenue la production biologique de la part des gouvernements et des organisations internationales permet d'une part aux fermiers d'aller chercher du soutien et des subventions, mais d'autre part, limite leurs possibilités de contestation. En s'éloignant de l'autocertification de la production biologique par des associations de producteurs bios au profit d'une certification encadrée par la loi, les fermiers bios abandonnent une partie de l'autonomie qu'ils chérissaient tant et doivent composer avec des intérêts politiques et économiques qu'ils considèrent contradictoires aux leurs.

Birgit Müller, Laboratoire de l'anthropologie des institutions et organisations sociales LAIOS, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 54, bd. Raspail, 75006 Paris, France. E-mail: bmuller@msh-paris.fr

Note

- 1 Les ADPICs (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) et l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales) en sont deux exemples.

Références

- Borger, Julian
2008 Rich Countries Launch Great Land Grab to Food Supply. *The Guardian*, Novembre 22. Document électronique, <http://www.guardian.co.uk/environment/2008/nov/22/food-biofuels-land-grab>, consulté le 20 juillet 2010.
- De Certeau, Michel
1990 *L'invention du quotidien, tome 1: Arts de faire*. Paris: Gallimard.
- Dixon John, Aidan Gulliver et David Gibbon
2001 *Étude globale des systèmes de production agricole: défis et priorités à l'horizon 2030*. Rome: FAO
- FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
2005 *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Le commerce agricole et la pauvreté: le commerce peut-il être au service des pauvres?* Rome: FAO
- Hornborg, Alf
2001 *The Power of the Machine. Global Inequalities of Economy, Technology and Environment*. Walnut Creek: AltaMira Press.
- Mooney, Patrick H.
1988 *My Own Boss? Class, Rationality, and the Family Farm*. Boulder: Westview Press.
- Müller, Birgit
2008 *La bataille des OGM. Combat d'avenir ou d'arrière-garde?* Paris: Éditions Ellipses.
- Scott, James
1976 *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Haven: Yale University Press.